



2	0	2	5	SID-MED	0	6	4	0
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Pouvoir Adjudicateur : Ministère des armées

OPE : 14731

BASE AERONAVALE DE HYERES – Rénovation des infrastructures du CEPA/10S

Mission de coordination de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de 1^{ère} catégorie

Date du marché :	Cadre réservé au nantissement :
Montant : € T.T.C	
Cadre imputations réservé au SID Méditerranée	
Code GM : 36.04.03	N° Service exécutant : D1076EY083
Code CPV : 71631300-3	N° Immeuble G2D : 830069565N
N° EJ :	N° Composant G2D : 0061 / 0127
N° Prestation / COSI : 14731 / 462113	Unité ESID Bénéficiaire :

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur : L'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Pierre-Jean RONDEAU, Directeur du SID Méditerranée désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2123-4 à R. 2191-61 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique : **Chef de service chargé des dépenses SID-MED/PLN/BED – BCRM TOULON - SID Méditerranée - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9**

Ordonnateur : Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée – BCRM TOULON – SID Méditerranée - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Comptable public assignataire des paiements : Directeur départemental des finances publiques des Landes – Direction en charge de la gestion publique Division Etat – 23, rue Armand DULAMON – BP 309 – 40011 MONT-DE –MARSAN

Correspondant PME/PMI : CAD Armelle DUCLOS

Passé avec : A remplir par le candidat

Indiquer ici le nom de l'entreprise ou des entreprises en cas de groupement

ACTE D'ENGAGEMENT – CAHIER DES CHARGES

1 CONTRACTANTS¹

Je soussigné (nous soussignés),

Monsieur (Nom et prénoms)

- agissant en mon nom personnel

- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

.....

.....

- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) :

.....

.....

.....

- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) :

.....

.....

Courriel :

numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

me présente (nous présentons)²:

☐ seul

☐ en groupement solidaire. Le mandataire est :

☐ en groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de l'ensemble du groupement. Le mandataire est :

m'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à réaliser les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

déclare être une petite ou une moyenne entreprise³ :

☐ Oui

☐ Non

¹ Article 1 à multiplier et compléter par l'ensemble des membres du groupement éventuel.

² A préciser par le candidat

³ Au sens de l'article R. 2151-13 ou R. 2351-12 du code de la commande publique

2 GLOSSAIRE

MOU : Maître d'ouvrage

SPS : sécurité et protection de la santé des travailleurs

CSPS : Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

MOE : Maître d'œuvre

PV : Procès-verbal

BTP : Bâtiment

TP : Travaux publics

PC : Permis de construire

PGC : Plan général de coordination

RJC : Registre journal de coordination

APS : Avant-projet sommaire

APD : Avant-projet définitif

PRO : Projet

ACT : Assistance contractualisation des contrats

DCE : Dossier de consultation des entreprises

OPC : Ordonnancement et pilotage de la coordination

PPSPS : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

CISSCT : Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

DIUO : Dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage

CPRP : Comité Paritaire de Répartition des Prestations

PGCSPS : Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

DPGF : Décomposition des prix globale et forfaitaire

VRD : Voirie réseaux divers

3 OBJET ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de catégorie 1 en vue d'effectuer les missions définies à l'article 8 ci-après, dans le cadre de l'opération de rénovation des infrastructures du CEPA/10S de la base aéronavale de Hyères, sur la commune de Hyères (83).

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre par tous les participants à l'opération (MOU, MOE, lui-même et les entreprises) des principes généraux de prévention applicables.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux, techniques et dans l'organisation de l'opération, l'objectif étant de :

- Prévenir les risques liés aux co-activités simultanées ou successives lors de la réalisation de l'ouvrage,
- Planifier l'exécution des différents travaux ou phases de travail,
- Faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

L'opération consiste à la réalisation de travaux de déconstructions, de constructions neuves et de rénovation dans le but de doter le CEPA 10/S d'infrastructures lui permettant de réaliser ses missions. Le but de l'opération sera de construire une infrastructure unique pour y accueillir l'ensemble des activités du CEPA 10/S aujourd'hui répartis dans plusieurs bâtiments.

Les étapes de l'opération sont les suivantes :

- La rénovation profonde du bâtiment 127 en R+1 de 1174m² d'emprise au sol, abritant principalement des activités tertiaires et un atelier mécanique et un atelier électrique au RDC,
- La démolition du bâtiment 61 qui est un hangar aéronautique d'une emprise au sol de 2215m²,
- La rénovation des ateliers existants ou de la construction de nouveaux ateliers,
- La réalisation d'une extension de 325m² d'emprise au sol pour accueillir principalement des activités tertiaires,
- La démolition du bâtiment 123 qui est un bâtiment en modulaire en R+1 de 300m² d'emprise au sol,
- La remise à niveau des VRD et espaces extérieurs.

La surface utile totale du projet est de 5 163 m².

L'activité des ateliers ne devant être interrompue que 2 fois une semaine sur toute la durée de l'opération, un phasage des travaux sera nécessaire. La durée des travaux est estimée à 48 mois.

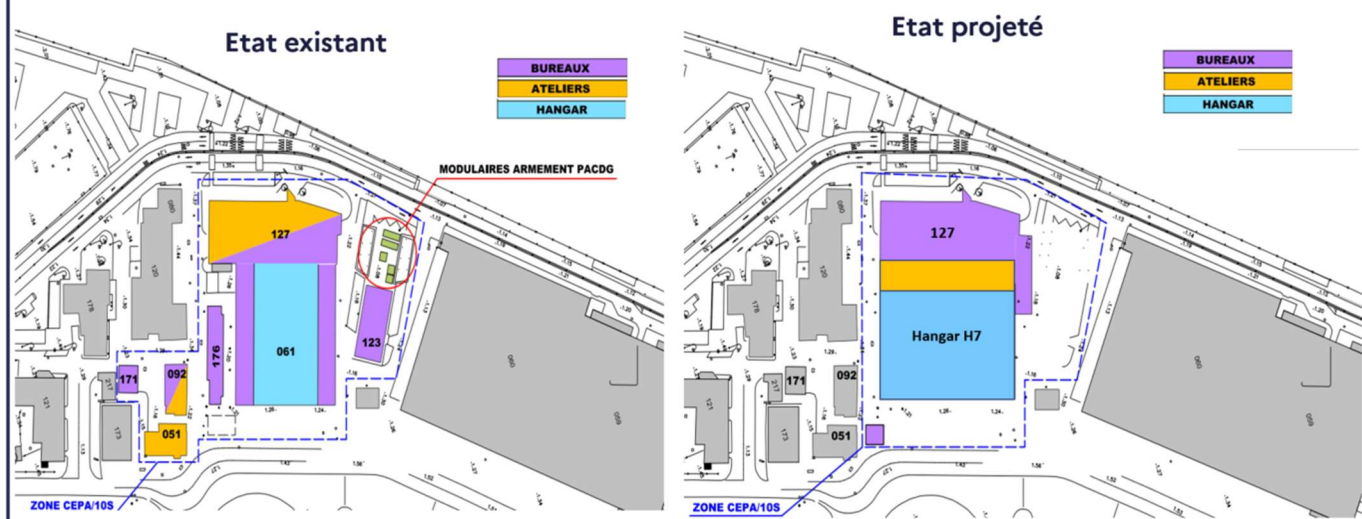
Le montant estimé des travaux est de 13 330 000 €HT.

VUE D'ENSEMBLE DE L'OPERATION

- ▶ 123 et 61 à déconstruire et construction d'un nouvel hangar aéronautique ;
- ▶ 127 à rénover ;
- ▶ Le 189 a été déplacé par le SID MED ;
- ▶ Bâtiments conservés et réutilisés par divers services de la BAN de Hyères ;
 - ▶ Le bâtiment 176 sera déplacé par le SID MED



VUE D'ENSEMBLE DU SITE



La conception par un maître d'œuvre privé débutera en janvier 2026 jusqu'à mars 2027.

Les travaux, sont prévus de novembre 2027 à octobre 2031.

Les prestations de coordonnateur SPS couvriront toute cette période jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans mise en concurrence (art. R 2122-7).

4 PIECES CONSTITUTIVE DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont, par ordre de priorité :

* Pièces particulières⁴

- Le présent acte d'engagement – Cahier des Charges et ses annexes

* Pièces générales

- Le code de la commande publique en vigueur.
- La loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction
- Le cahier des charges administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30/03/2021)

5 PIECES DELIVREES A L'ENTREPRENEUR

Les pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion seront délivrées sans frais en application du 2 de l'article 4 du CCAG PI.

6 INTERVENANTS

La maîtrise d'œuvre de l'opération sera désignée en décembre 2025.

La conduite d'opération sera assurée par le bureau conduite des opérations du SID Méditerranée, représentée par :

Valentin FABRE (conducteur d'opération)	☎ 06.31.08.47.01	✉ valentin3.fabre@intradef.gouv.fr
Stéphane FAUX (chef du bureau)	☎ 04.22.42.18.59	✉ stephane.faux@intradef.gouv.fr
Sylvie ZIRIGNON (Adjoint du bureau)	☎ 04.22.42.40.45	✉ sylvie.zirignon@intradef.gouv.fr

7 CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

Pour autant, l'attention est appelée sur la nécessaire discrétion dont doit faire preuve les utilisateurs dans la manipulation des informations couvertes par la mention Diffusion restreinte. Ces informations ne doivent être communiquées qu'aux personnes qui ont besoin de les connaître pour nécessité du service ou dans le cadre de l'exécution de contrat aux personnels désignés d'entreprises titulaires d'un marché public.

8 MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION

8.1 RESPONSABLE(S) PHYSIQUE(S) DU COORDONNATEUR SPS

La personne responsable des prestations et son suppléant sont :

Titulaire :

Nom, prénom et qualité : _____

Courriel : _____ - N° de téléphone : _____

Suppléant :

Nom, prénom et qualité : _____

⁴ dont le dossier original, constitué de ces pièces et conservé par l'administration, fait seule foi

Courriel : _____ - N° de téléphone : _____

Si les personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, l'accord de la personne publique sur l'identité de l'ingénieur disposant de compétences au moins équivalentes est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction.

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordonnateur doi(ven)t en permanence posséder l'agrément requis par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

8.2 DESIGNATION DU COORDONNATEUR

En application du code du travail,

Le contractant a l'obligation de proposer une personne physique (art. R4532-19) dont les compétences en matière de coordination SPS doivent être justifiées par :

- Une expérience professionnelle,
- Une attestation de compétence délivrée par un organisme formateur agréé.

Ces compétences doivent être adaptées à la catégorie de l'opération.

Le Maître d'Ouvrage valide et désigne le coordonnateur SPS et son suppléant.

Il se réserve la possibilité de refuser la personne physique désignée ou de demander son remplacement à tout moment si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires ou/et contractuelles.

Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage demandera le remplacement immédiat du coordonnateur SPS par une autre personne justifiant de la compétence requise.

Tout changement devra avoir été préalablement validé par le Maître d'ouvrage (MOU). Le PV de passation des consignes entre Coordonnateurs sera transmis au MOU.

En cas d'urgence, le recours à la suppléance fera l'objet d'une communication au MOU dès le 1^{er} jour de remplacement.

8.3 PLUS-VALUE A LA COMMANDE POUR PRENDRE EN COMPTE LA PRESENCE DE TRAVAUX A RISQUE

Le coût de la prestation du coordonnateur SPS pour prise en compte de travaux à risque est forfaitisé. Elle est fixée à la DPGF de la manière suivante :

Catégorie des travaux à risque	Unité	Prix
Plus-value pour travaux en présence de produits toxiques, nocifs ou ionisants. Travaux de retrait ou de confinement d'amiante friable.	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base
Plus-value pour travaux avec risque de chute ou ensevelissement ou enlèvement. Travaux de puits, de terrassement souterrain, de tunnel, de reprise en sous-œuvre.	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base
Plus-value pour travaux de démolition, de réhabilitation de construction comportant des éléments lourds ou de grand volume.	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base
Plus-value pour travaux comportant le recours à des appareils de levage de grande capacité tels que grues.	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base
Plus-value pour travaux électriques sous tension HT ou HT. Travaux à proximité de lignes électriques HT aériennes ou enterrées.	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base
Plus-value pour autres travaux dangereux (référence : arrêté du 25 février 2003).	% Forfait	% appliqué sur prix de la mission de base

Quelle que soit la nature et le nombre de risques, le total des plus-values applicable par opération sera limité à 50 % du prix de la mission de base. Lors de la remise de son offre, le candidat aura pris en compte cette caractéristique.

8.4 CONTENU DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité d'un chantier d'infrastructure, à la santé, l'hygiène et aux conditions de travail des travailleurs du BTP et TP.

Pour toutes les missions, le coordonnateur SPS aura justifié préalablement des diplômes, des qualifications et des formations réglementaires requises et en vigueur.

Le tableau suivant rappelle les prestations principales de la mission de coordination SPS.

Prestations	Qui ?	Phase conception	Phase réalisation
Déclaration préalable	MOU	Au dépôt du PC sinon 1 mois avant début des travaux	
PGC	CSPS	Rédaction du PGC pour le DCE dans un délai maximum de 15 jours après la date de fourniture du projet de DCE	Pour SPS 3, à la découverte d'un risque particulier. Mise à jour du PGC.
RJC	CSPS	Ouverture du RJC	Exploitation du RJC
Visites, inspections communes	CSPS	Dès étude du chantier et désignation des entreprises	Dès la période de préparation. A chaque déclaration de sous-traitance.
Plan de prévention	CPRP	Le CSPS prend en compte les consignes du CPRP pour rédiger le PGC	En période de préparation du chantier ou à la découverte d'un risque particulier Plan de prévention et PGC sont mis à jour tout au long du chantier..
PPSPS	Entreprises	L'entreprise dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat pour établir son PPSPS Le CSPS remet son avis au maître d'ouvrage au plus tard 15 jours après la réception des PPSPS des entreprises	Pour SPS 3, avant début des travaux à risque.
CISSCT	CSPS	Projet de règlement	Application
DIUO	CSPS	Projet	Fourni à la réception, au plus tard 1 mois après

8.5 MISSION EN PHASE DE CONCEPTION

8.5.1 ETAPES AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) ET AVANT-PROJET DEFINITIF (APD) OU AVP

8.5.1.1 REGISTRE JOURNAL

Le coordonnateur doit :

En application du code du travail,

Ouvrir le registre-journal de la coordination dès la signature du contrat de coordination.

Y porter au fur et à mesure du déroulement de la conception de l'opération les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître d'Ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant.

Y consigner les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Ces observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles.

Ces observations/notifications peuvent concerner l'intégration dans les choix techniques et la planification, des dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.

Dispositions spécifiques au présent marché,

Transmettre ce Registre-Journal, dès ouverture, au Maître d'Ouvrage et au maître d'œuvre pour visa. S'agissant des observations faites aux intervenants, cette transmission doit se faire sous 24H. Le Registre-Journal doit porter le visa de l'intervenant en regard de l'observation.

La trame du Registre-Journal doit permettre de porter l'intégralité des visas.

8.5.1.2 ETUDES (APS, APD, AVP)

Le coordonnateur doit :

En application du code du travail,

Analyser les dossiers (APS, APD, ...) et toutes pièces ou études réalisées par le maître d'œuvre qui lui sont transmises et formuler ses avis. Dans le cas de travaux de réhabilitation, si le Maître d'Ouvrage a établi ou fait établir préalablement des diagnostics, l'analyse du coordonnateur s'étend à ces études. Si besoin, le coordonnateur doit demander les diagnostics amiante réalisés (art. R4532-8).

Participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre (art. R 4532-8) et être destinataire de tous les comptes rendus.

Dispositions spécifiques au présent marché

Suite à sa participation aux réunions et à son analyse des dossiers, le coordonnateur doit :

- **Identifier** les risques architecturaux, techniques, d'organisation pour la période de construction et la maintenance ultérieure de l'ouvrage,
- **Émettre** des observations et propositions de toute nature permettant la gestion satisfaisante des risques pour les futurs travaux et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage,
- **Argumenter** la prise en compte de ses propositions avec le Maître d'Ouvrage et/ou maître d'œuvre et émettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre,
- **Consigner** ses observations et préconisations et les avis dans le Registre-Journal,
- **Veiller** que suite à la demande de renseignements du maître d'œuvre relative aux réseaux aériens ou enterrés, existants sur l'emprise des travaux et à proximité :
 - Les réponses soient prises en compte dans l'élaboration du projet
 - Les informations aux entreprises figurent dans le DCE et dans le PGC

A la remise de l'avant-projet ou de l'avant-projet définitif, suite à l'inspection des lieux, les diverses analyses et échanges avec les intervenants, **élaborer** le PGCSPS.

8.5.1.3 COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Préparer le projet de règlement intérieur du CISSCT.

8.5.1.4 PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (PGCSPS)

Le coordonnateur doit :

En application du code du travail,

Elaborer le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PGCSPS) **et le mettre à jour** au fur et à mesure de la phase de conception.

En plus des renseignements, mesures et modalités mentionnées par l'article R. 4532-44, R. 4532-45 et R. 4532-46 du code du travail, **mentionner** dans le PGCSPS :

1. les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées en concertation avec le maître d'œuvre,
2. les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS concernant notamment :
 - Les voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales,
 - Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, la limitation du recours aux manutentions manuelles,
 - La délimitation et l'aménagement de zone de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets,
 - Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux,
 - L'utilisation des protections collectives des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
3. les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant notamment :
 - Pour les opérations d'un montant supérieur à 760k€ (art. R4533-1), les mesures arrêtées par le Maître d'Ouvrage et réalisées avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier, afin que le chantier dispose :
 - En un point au moins de son périmètre d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des

matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail,

- D'une voie d'accès au chantier permettant aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier. Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés. Les voies d'accès, convenablement éclairées, sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées,
 - D'un raccordement à un réseau de distribution d'eau potable réalisé pour permettre l'alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs,
 - D'un système d'évacuation des matières usées conforme aux règlements sanitaires en vigueur.
- Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

4. les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs et les mesures communes d'organisation prises en la matière,

5. les modalités de coopération entre les entrepreneurs et travailleurs indépendants.

Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier (art. R4532-12).

Annexer au PGC les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante.

A cette fin, procéder avec le chef d'établissement du site à une inspection des lieux visant à :

- Délimiter le chantier
- Matérialiser les zones de dangers spécifiques
- Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins
- Définir pour les chantiers non clos et indépendants les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel,
- Arrêter les consignes de sécurité y compris celles de premiers secours

Mentionner dans le PGC les sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à l'extérieur duquel est implanté le chantier.

Dispositions spécifiques au présent marché

Effectuer une visite préalable de site du futur chantier avec le maître d'œuvre ou son représentant,

Définir précisément avec le maître d'œuvre les zones d'installation des locaux du personnel des entreprises, les zones de stockage, les zones des installations de fonctionnement (bureaux, salles de réunions...). En cas de difficultés liées à la superficie de l'emprise, les modalités de gestion doivent être prévues pour garantir les conditions d'installations satisfaisantes.

Déterminer les dispositions nécessaires à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Les implantations et l'ensemble des modalités de mise en œuvre sont clairement mentionnés dans le PGC.

En précisant :

- Quel lot/corps a à sa charge l'installation de chaque mesure collective décidée,
- Quel lot/corps en a l'entretien en cohérence avec la présence du lot/corps d'état sur chantier,
- Les dispositions à prendre en cas de dégradation abusive ou répétées de l'installation collective.

Prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun des moyens (installations sanitaires, moyens de levage, échafaudages...) et préciser dans le PGC, pour chaque moyen concerné, les modalités pratiques d'organisation concertées avec les intervenants.

Donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles, y compris par l'installation des équipements définitifs en concertation avec le maître d'œuvre.

Il inclut les informations concernant l'entreprise d'accueil du protocole de sécurité défini par l'arrêté du 26/04/96 modifié ayant pour objet l'adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

8.5.1.5 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Le coordonnateur doit :

En application du code du travail,

Elaborer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dispositions spécifiques au présent marché

Concevoir une trame du DIUO permettant un repérage aisé et une faculté d'utilisation effective lors des interventions ultérieures. La présentation sera validée par le Maître d'Ouvrage.

A partir de la liste des interventions ultérieures, des documents remis par le maître d'œuvre, des dispositions prévues par celui-ci pour réaliser ces interventions, **analyser** les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure et suggérer des possibilités d'aménagement.

Etablir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation et veiller à leur intégration dans le règlement particulier de la consultation.

Le DIUO est remis au maître de l'ouvrage 1 mois maximum après la réception travaux.

8.5.1.6 ETAPE PROJET (PRO)

En application du code du travail,

Le coordonnateur SPS doit :

- **Participer** aux réunions organisées par le maître d'œuvre,
- **Prévoir** les dispositions garantissant que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- **Mettre** à jour le PGC initial et le remettre au Maître d'Ouvrage pour intégration dans le dossier de consultation remis aux entreprises,
- **Compléter** le Registre-Journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement du projet,
- **Compléter** le DIUO.

8.5.2 MISSION EN PHASE DE REALISATION

8.5.2.1 ETAPE « DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES, ASSISTANCE CONTRACTUALISATION DES CONTRATS (DCE/ACT) »

Dispositions spécifiques au présent marché

Le coordonnateur doit :

Contribuer à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises en fournissant au Maître d'Ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. Ces éléments sont destinés à permettre aux entreprises candidates de présenter des offres en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues),

Demander au Maître d'Ouvrage un dossier de consultation d'entreprises complet (plans, CCTP, CCAP et EPF/BPU) et l'analyser afin de s'assurer dans les pièces écrites de l'intégration des préconisations de coordination

SPS acceptées par le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et de la cohérence des pièces écrites entre elles et avec le PGC,

Emettre un avis sur les variantes proposées par les entreprises,

Transmettre le Registre-Journal après chaque observation visée par l'intervenant concerné au Maître d'Ouvrage pour visa,

Compléter le DIUO et préparer la liste des éléments nécessaires à fournir par le maître d'œuvre et éventuellement par les entreprises,

Participer à l'élaboration du calendrier prévisionnel d'exécution par l'OPC (ou maître d'œuvre le cas échéant) et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives.

8.5.2.2 CAS DU CHANGEMENT DE COORDONNATEUR ENTRE LES PHASES CONCEPTION ET DE REALISATION

En application du code du travail,

Le coordonnateur doit **réaliser** le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent, les notifier par un procès-verbal et les mentionner sur le Registre-Journal.

Dispositions spécifiques au présent marché

Le coordonnateur de réalisation SPS doit :

Prendre connaissance en détail des pièces du DCE, du PGC et du DIUO et faire part au maître d'ouvrage des difficultés éventuelles dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la prise de fonction,

Transmettre une copie de la passation de consignes et des documents de coordination SPS au Maître d'Ouvrage. Le PV de passation fera apparaître les éventuelles réserves du coordonnateur SPS réalisation sur les documents de conception.

8.5.2.3 7.4.2.3 COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Organiser et piloter le CISSCT conformément à la réglementation.

8.5.2.4 ETAPE « PREPARATION DE CHANTIER – PREPARATION DES INTERVENTIONS DES ENTREPRISES »

En application du code du travail,

Organiser, avec les différentes entreprises y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection santé ; à cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Les comptes rendus des inspections communes réalisés avant la remise du PPSPS par l'entreprise sont mentionnés dans le Registre-Journal.

Recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre et hors liste de travaux à risques particuliers) suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux.

Consigner dans le Registre-Journal et tenir à jour au fur et à mesure de l'opération.

8.5.2.5 ETAPE « EXECUTION DES TRAVAUX »

Pendant la phase de réalisation des travaux, le coordonnateur a pour mission de :

Harmoniser PGC et PPSPS, compléter et adapter le PGC en fonction de l'évolution du chantier et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier.

Veiller à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre et à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent **en assurant en complément des participations aux réunions de chantier, a minima des visites inopinées comme définies au 4.6.2 du CCAP.**

Tenir à jour et conserver le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues aux articles R. 4532- 12, R. 4532- 13 et R. 4532-38 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés,

- Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître d'Ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles,
- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au MOU, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Tenir à jour et adapter le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) notamment :

- En le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises,
- En intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

Faire établir par les intervenants du chantier et **harmoniser** les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier.

Le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.

Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article 238 18-4 du code du travail.

Procéder avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

Participer à la première partie de chaque réunion de chantier destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations.

Proposer les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Assurer une présence régulière sur le chantier. Cette présence doit être consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le Maître d'Ouvrage. Il effectue la visite, seul ou

accompagné du Maître d'Ouvrage si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées.

Contrôler les données relatives à la prévention des risques professionnels pour la maintenance des installations d'éclairage, de fermetures automatiques, de désenfumage, électriques, d'aération et d'assainissement.

Compléter le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier. Ce dossier est remis par le coordonnateur SPS en titre au Maître d'Ouvrage à la réception des travaux objets de la présente mission de coordination SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une copie de ce procès-verbal est jointe au registre-journal.

Pour les opérations dont le site est un lieu de travail, conformément à l'article R. 235-5 du Code du travail, le DIUO intègre le dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT).

Au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation, **constater** la validité des mesures définies dans le DIUO et si besoin **adapter** le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Assurer la concertation avec les personnes physiques chargées de la coordination de santé et de protection de la santé pour les opérations dont la réalisation interfère avec celle des travaux objet des commandes relatives au présent marché.

Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le PGCSPS.

Conserver le Registre-Journal de la coordination pendant 5 ans, à compter de la réception des ouvrages.

8.5.2.6 ETAPE « RECEPTION DES TRAVAUX »

En application du code du travail,

Le coordonnateur doit :

A la réception des travaux, **remettre** la dernière version du PGC au Maître d'Ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans,

Finaliser le DIUO à la réception des travaux et le transmettre au Maître d'Ouvrage. Un PV de transmission est joint au dossier remis,

Compléter et faire viser le Registre-Journal et le conserver pendant 5 ans après réception des travaux.

Dispositions spécifiques au présent marché

Le DIUO sera finalisé en collaboration avec le maître d'œuvre et devra s'articuler en :

- Renseignements administratifs,
- Fiches relatives aux interventions (par type d'intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état) mentionnant les risques identifiés et les mesures retenues avec le maître d'œuvre,
- Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation, dossier de maintenance, ...)
- La liste des documents non joints,
- Les PV de transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation si celui-ci est différent de celui de conception et au Maître d'Ouvrage

Si le DIUO n'est pas complet à la réception des travaux, le coordonnateur SPS doit remettre le DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes à constituer par le maître d'œuvre ou à remettre à celui-ci au plus tard dans les deux mois après la réception.

8.5.2.7 ANNEE DE PARFAIT ACHEVEMENT

En application du code du travail,

Le coordonnateur SPS doit modifier et compléter si nécessaire le DIUO.

Dispositions spécifiques au présent marché

Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires du contrat initial pour suivre les levées de réserves, reprendre des malfaçons ou désordres dans les mêmes conditions.

8.6 VISITES INOPINEES

En phase de réalisation, le coordonnateur SPS effectue, en plus de ses visites réglementaires, des visites inopinées. Pour cette opération de 1^{ère} catégorie, un minimum de quatre visites de chantier mensuelles de 2 heures sont exigées.

Une visite distincte ou non de 1 heure au minimum sera exécutée pendant les travaux à risque.

Ces visites inopinées sont organisées à l'initiative du coordonnateur SPS en fonction des phases importantes du chantier. Elles sont consacrées à l'inspection du chantier et au contrôle des mesures prévues, étant entendu

que le créneau horaire prévu pour cette visite inopinée est parfaitement distinct de celui consacré à la réunion de chantier.

Le coordonnateur SPS avise le maître de l'ouvrage des visites inopinées par mail. Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

Un compte-rendu de visite est porté sur le registre journal de la coordination (RJC), il précisera le temps de visite, son objet, les observations. Le coordonnateur SPS présentera le RJC au représentant du maître d'ouvrage une fois par mois.

8.7 DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU PRESENT MARCHÉ

En cas de risque grave et immédiat, mettant en cause la vie des personnes sur chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur **a autorité** pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage des matériels présentant un risque (engin de levage par exemple).

Dans ce cas, le coordonnateur SPS précisera sur le Registre-Journal :

- La date et l'heure de sa décision,
- Le type de travaux, la zone ou le matériel concerné,
- Les risques constatés et les raisons de sa décision,
- La suite donnée par lui-même pour remédier à la situation.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour obtenir l'autorisation de reprise, l'entreprise informera le Maître d'Ouvrage qui validera selon les moyens de son choix, les mesures pour faire cesser la situation.

Le coordonnateur SPS fait part directement et sans délai de ses observations ou de ses constats d'anomalie aux intervenants concernés et les mentionne dans le Registre-Journal de coordination.

Chaque observation est visée par l'intervenant concerné. Si l'intervenant n'est pas présent au moment de l'observation, le coordonnateur lui transmet par tout moyen. L'observation doit lui être retournée visée sous 24h par le responsable de l'intervenant ou l'intervenant lui-même.

Le coordonnateur SPS transmet au Maître d'Ouvrage par tout moyen approprié, toutes les observations portées au Registre-Journal dans un délai maximum de 48h après qu'elles aient été formulées.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le Maître d'Ouvrage par écrit, lequel fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaires.

Si le problème persiste ou en cas de grave récidive, le coordonnateur SPS propose au Maître d'Ouvrage de :

- Procéder à un arrêt partiel ou total des travaux, aux frais et risques du/des intervenants à l'origine de la situation.
- Faire appliquer les pénalités prévues au marché de l'entreprise

Le coordonnateur peut demander au Maître d'Ouvrage de pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites définies par le PGC par l'intervention d'une autre entreprise, au frais du contrevenant après une première mise en demeure.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier...) est présente sur le chantier, le coordonnateur a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le Registre-Journal

En cas de co-activités réputées dangereuses dans un même lieu, telles que :

- Opération de retrait d'amiante et tous travaux sur autres polluants
- Utilisation de produits inflammables et travail avec source d'inflammation
- Travaux de VRD à proximité de travaux en façade
- Pose de charpente et couverture avec tous autres travaux à l'aplomb,
- Travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection en concomitance avec d'autres travaux,

Liste pouvant être complétée suite à l'analyse des risques de l'opération, le coordonnateur **prévient** le Maître d'Ouvrage immédiatement pour décision des mesures adéquates.

Le coordonnateur a la faculté d'organiser toute réunion qu'il juge utile avec les différents intervenants. Le Maître d'Ouvrage devra être systématiquement informé préalablement à la réunion.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est la Maître d'Ouvrage qui arbitrera.

8.8 MOYENS DU COORDONATEUR SPS – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU PRESENT MARCHÉ

Moyens mis à disposition lors de la phase conception :

Accès au site

Information du coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage des réunions de conception, de l'ordre du jour et transmissions des comptes rendus.

Transmission au coordonnateur SPS par le Maître d'Ouvrage du détail des missions confiées aux autres intervenants de l'équipe de maîtrise d'œuvre, par référence à la loi MOP ou à la loi sur l'ingénierie,

Fourniture par le Maître d'Ouvrage et dans un délai convenu avec le coordonnateur SPS en exercice garantissant la bonne exécution de la mission des documents de conception, pour remise des observations ou l'élaboration des documents de coordination SPS.

Moyens mis à disposition lors de la phase réalisation :

Fourniture par le maître d'œuvre du plan d'installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d'exécution.

Communication, dès que le Maître d'Ouvrage en a connaissance, des coordonnées de tous les intervenants sur chantier, avec la date de début des travaux de chaque intervenant et de réception des ouvrages.

Fourniture par le Maître d'Ouvrage des documents d'exécution avant la remise des observations ou mise à jour des pièces de coordination SPS

Information du coordonnateur SPS des réunions de maîtrise d'œuvre ou de toute réunion de travaux ayant une incidence en coordination SPS.

Moyens matériels :

Le coordonnateur doit disposer en propre de moyens matériels pour réaliser ses prestations. Ces moyens font partie intégrante de son offre, sans supplément, tels que les moyens de déplacement, les matériels de bureautique, logiciel de lecture de plans (compatible notamment aux formats DWG, DGN), de reprographie...

8.9 OBLIGATIONS DE DISCRETION

Tout assistant ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et prestations réalisées.

9 AUTORISATIONS D'ACCES AU LIEU D'EXECUTION

Le titulaire devra fournir un dossier de demande d'accès. Les informations concernant les autorisations d'accès seront transmises au titulaire du marché après sa notification.

Le délai indicatif d'obtention des autorisations d'accès de courte durée est au minimum de 72 h ouvrables pour les ressortissants français, et au minimum d'une semaine pour les ressortissants étrangers.

Nota : L'accès des personnels est dans tous les cas soumis à autorisation et peut être refusé sans aucune justification.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les instructions ministérielles suivantes et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>.

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel au pouvoir adjudicateur et au coordonnateur SPS.
- Par ailleurs, le titulaire informe également du nombre d'heures de travail pour ses salariés et sous-traitants, du nombre d'accidents du travail et du nombre de jour perdus au pouvoir adjudicateur et au coordonnateur SPS.

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au pouvoir adjudicateur et au coordonnateur SPS, une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

11 MODALITE DE COMMUNICATION

Les communications d'informations entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG PI.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par mail au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG PI, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG PI, le titulaire accuse réception datée de ces ordres de service par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG PI le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi par courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur ou son représentant.

12 CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

a) Insertion par l'activité économique

L'exécution du marché ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

b) Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG PI, le titulaire veille à ce que les prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

13 DELAIS ET PENALITES

13.1 DELAIS

Le délai prévisionnel de l'exécution du présent marché s'étend sur une durée de 81 mois (GPA incluse) à compter de sa date de notification.

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux (PP comprise) est estimée à 48 mois. Les travaux seront réalisés en site occupé avec maintien d'activité opérationnelle 24h/24. Ils feront l'objet d'un phasage particulier qui donnera lieu à des mises à disposition anticipées d'ouvrages et/ou des réceptions partielles.

13.2 PENALITES

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

13.2.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité journalière de 1/3000ème du montant HT du bon de commande, ou du marché subséquent (éventuellement de la tranche concernée) ou de la prestation concernée sera appliquée et sans que cette dernière ne puisse être inférieure à **50€ HT**.

13.2.2 AUTRES PENALITES ET RETENUES

13.2.2.1 *PENALITES POUR ABSENCE A UNE REUNION / VISITE / INSPECTION*

Pour toute absence à une réunion/visite/inspection, une pénalité forfaitaire de **100€ nets de taxes** sera appliquée.

L'absence est constatée :

- par défaut de participation à une réunion,
- retard supérieur à 30 minutes,
- manquement aux obligations de visites inopinées ou inspection.

13.2.2.2 *PENALITES POUR ABSENCE DE MISE A JOUR DU REGISTRE JOURNAL*

En cas de manquement de mise à jour du registre journal dans le délai requis, une pénalité de **50 € HT** par constat sera appliquée.

13.2.2.3 *PENALITES POUR RETARD DANS LES DELAIS DE LIVRAISON DES DOCUMENTS*

En cas de retard dans la livraison des livrables, une pénalité journalière de **50€ nets de taxes/ livrable** sera appliquée.

13.2.2.4 *LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE*

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée

avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant cumulé des bons de commande notifiés dans le cadre de l'accord-cadre, ou 10% du montant du marché subséquent, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

13.2.3 CUMUL ET PLAFONNEMENT

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables.

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT des prestations du marché subséquent, de la tranche ou du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

14 PRIX

14.1 VARIATIONS DES PRIX

Les modalités de variations des prix sont fixées à l'article 15 ci-après.

14.2 REMUNERATION DES PRESTATIONS

L'évaluation de l'ensemble des prestations définies au présent marché résulte des prix forfaitaires suivants :

Prestations	Montant en € HT	TVA 20 %	Montant en € TTC
<u>PARTIE TECHNIQUE 1</u> CONCEPTION	_____	_____	_____
<u>PARTIE TECHNIQUE 2</u> PREPARATION ET EXECUTION DU CHANTIER	_____	_____	_____
<u>PARTIE TECHNIQUE 3</u> GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____

Total TTC en lettres : _____

Cette rémunération forfaitaire comprend :

- Les frais ayant trait à la mission globale du coordonnateur ;
- Les frais liés à la rédaction et la communication des avis et rapports ;
- Les frais liés à la présence du coordonnateur sur le chantier et aux réunions ;
- Les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles et des restrictions d'accès au site ;
- Les frais liés aux vacations et déplacements.

La rémunération forfaitaire comprend ainsi la totalité des frais liés à l'exercice des missions confiées au

titulaire.

14.3 SOUS-TRAITANCE

Les déclarations de sous-traitance jointes au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement ou non, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration de sous-traitance constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque déclaration de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

15 CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

- a) Les prix du présent marché sont révisables.
- b) Il n'est pas prévu d'avance.
- c) Il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- d) En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG PI.

16 MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations sera effectué sur la base de factures correspondant aux prestations réalisées.

a) VARIATION DES PRIX

- MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé " mois zéro ".

- MODE DE VARIATION ET DE CALCUL DES PRIX

Les prix du marché sont révisables suivant les modalités fixées ainsi :

Choix de l'index de référence

L'index de référence⁵, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index : **ING (INGENIERIE)** – base 100 en 2010.

Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la facturation du mois n est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times (I_n / I_0)$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n . Le mois n étant :

- Pour le paiement des factures mensuelles, le mois d'exécution des prestations ;
- Pour les paiements partiels définitifs, le mois d'achèvement des prestations de la partie technique concernée ;
- Pour le paiement du solde, le mois de remise des documents définitifs au maître d'ouvrage, ou, en cas de retard dans cette remise de documents, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations.

⁵ Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

b) MODE DE TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT SUR FACTURE

En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-467 du 26 juin 2014 et du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les sociétés ayant contracté des contrats avec l'Etat sont tenues depuis le 01/01/2017 de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les factures destinées aux services de l'Etat et de suivre l'état d'avancement de leur traitement.

Les modalités de dépôt des demandes de paiement sont décrites en annexe 3 du présent AE – Cahier des charges.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

17 PAIEMENTS

Cas du paiement à un compte unique

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

En cas de groupement solidaire, en l'absence de compte commun, il y a lieu de produire l'autorisation du cotraitant de payer au compte du mandataire.

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Cas du paiement à des comptes séparés en cas d'entrepreneurs groupés

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants.

En cas de groupement conjoint, les cotraitants complèteront en outre l'annexe 4 du présent acte d'engagement de répartition des prestations.

Désignation de l'entreprise	Désignation du compte à créditer	Répartition des paiements (en pourcentage ou en montant)
	Compte n° 1	
	Compte n° 2	

Compte n° 1

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Compte n° 2

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants et les actes spéciaux.

18 RESILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles L. 2395-1 à L. 2395-2 du code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

19 ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

20 ACHÈVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception constatant que le coordonnateur a rempli toutes ses obligations.

21 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article 22 du CCAG PI, d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques qui correspondent aux parties telles qu'identifiées et chiffrées à l'article 7 ci-avant. Cette décision emporte alors résiliation du présent marché sans indemnité.

22 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Application du chapitre 6 du CCAG PI.

23 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 3 du présent marché

Dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG PI par l'article 12 du présent marché

Fait en un seul original,

À Toulon, le⁶ _____

⁶ Mention manuscrite "lu et approuvé" - Cachet et signature du représentant de l'entreprise

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur.

A Toulon, le _____

Le pouvoir adjudicateur

(Désigné par arrêté ministériel du 22/06/2007 modifié)

Pour le directeur du SID Méditerranée et par délégation

L'ICDD Stéphane FAUX

Chef du bureau conduite des opérations

7

Reçu notification du marché le : _____

Signature et cachet de l'entrepreneur (mandataire)

Reçu l'avis de réception postal ou de l'accusé de réception de la PLACE de la notification du marché en date⁸
du : _____

⁷ Grade, prénom, nom, fonction

⁸ Date de signature de l'avis de réception par le destinataire

ANNEXE 1

ENGAGEMENT DU TITULAIRE

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à

- mes (nos) torts exclusifs, ne pas faire l'objet
- ses torts exclusifs, que la société pour laquelle (le groupement d'intérêt économique pour lequel) j'interviens ne fait pas l'objet

d'une interdiction de concourir, au sens des articles L. 2141-1 à 2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative de code de la commande publique.

Je m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et L 1221-10, L 1221-13 et L 1221-15 du code du travail ou des règles équivalentes en vigueur dans les pays où ils sont rattachés.

J'atteste (nous attestons) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 1146-1, L 8221-1, L 8221-2, L 8221-3 et L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du code du travail.

J'atteste (nous attestons) avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L 2242-1 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur avoir satisfait aux obligations fixées par les articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail et m'engage (nous engageons) à produire les documents s'y rapportant si le présent marché m' (nous) est attribué, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et à indiquer, pour un candidat étranger uniquement, l'intention de détacher des travailleurs en France dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au titre des articles R. 2143-3 à R.2143-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le marché sera résilié aux frais et risques du titulaire. Les excédents de la dépense résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Je m'engage (nous nous engageons) à mettre en œuvre toute les mesures au titre du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données, règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données essentielles).

J'atteste (nous attestons) également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction ministérielle n° 300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures et m'engage (nous engageons) à m'y (nous y) conformer et, notamment, à faire connaître au chef de l'organisme utilisateur les informations prévues aux paragraphes 1.5, 3.3 et 3.5 de cette instruction.

Fait en un seul original, À Toulon, le⁹ _____

Annexe 2

Répartition des prestations en cas de groupement conjoint

Cotraitant chargé de l'exécution des prestations	Prestations	Montant des travaux en euros
		Hors TVA
	catégorie ...	
	catégorie ...	
	Total cotraitant	

Cotraitant chargé de l'exécution des prestations	Prestations	Montant des travaux en euros
		Hors TVA
	catégorie ...	
	catégorie ...	
	Total cotraitant	

Annexe 3

Dépôt des factures sur le portail CHORUS-PRO

Pour déposer ses factures sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations suivantes :

- La référence de l'Engagement Juridique (n° d'EJ) : **information obligatoire portée sur le marché**
- Le code du Service Exécutant (SE) du SID Méditerranée, code SE : **D1076EY083**,
- Le numéro du SIRET,
- Le numéro du marché,
- Le numéro de la facture qui ne doit pas dépasser 16 caractères.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de leur paiement. A défaut, les factures seront rejetées pour information insuffisante pour relier la facture à un acte d'achat du SID Méditerranée.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont accessibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

En cas de besoin d'une assistance sur la plateforme, trois possibilités sont offertes :

- **Utiliser l'assistante virtuelle « Claudia »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).
- **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par Claudia disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés)
- **Saisir une sollicitation :**
 - En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro ;
 - En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.